

# CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.348  
18 mars 1986

FRANCAIS

---

## COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA TROIS CENT QUARANTE-HUITIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,

le mardi 18 mars 1986, à 10 h 30.

Président : M. C. CLERCKX (Belgique)

## PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE

<u>Algérie</u> :	M. N. KERROUM M. A. BELAID M. M. TEFIANI
<u>Allemagne, République fédérale d'</u> :	M. H. PETERS M. W-N. GERMANN M. W. BOLEWSKI
<u>Argentine</u> :	M. M. CAMPORA M. R. GARCIA MORITAN
<u>Australie</u> :	M. R.A. ROWE Mme M. LETTS Mme S. FREEMAN
<u>Belgique</u> :	M. C. CLERCKX M. P. NIEUWENHUYS M. J.C. de BISSCHOP
<u>Birmanie</u> :	U TIN TUN U MYA THAN U HLA MYINT Daw AYE AYE MU
<u>Brésil</u> :	M. S. de QUEIROZ DUARTE
<u>Bulgarie</u> :	M. K. TELLALOV M. V. BOJILOV M. P. POPTCHEV M. R. DEYANOV
<u>Canada</u> :	M. R.J. ROCHON
<u>Chine</u> :	M. QIAN JIADONG M. HU XIAODI M. SUO KAIMING M. SHA ZUKANG Mme WANG ZHIYUN M. YANG MINGLIANG M. TAN HAN M. LIU ZHONGREN M. LI DAOZHANG
<u>Cuba</u> :	M. C. LECHUGA HEVIA M. P. NUNEZ MOSQUERA Mme A.M. LUETTGEN de LECHUGA
<u>Egypte</u> :	M. M. BADR M. F. MONIB

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)Etats-Unis d'Amérique :

M. D. LOWITZ  
M. T. BARTHELEMY  
M. R. LEVINE  
M. R. GOUGH  
M. P.S. CORDEN  
M. R.L. LUACES  
Mme M. WINSTON

Ethiopie :

M. F. YOHANNES

France :

M. J. JESSEL  
M. H. RENIE

Hongrie :

M. D. MEISZTER  
M. T. TOTH  
M. F. GAJDA

Inde :

M. A.S. GONSALVES  
M. S. KANT SHARMA

Indonésie:

M. S. SUTOWARDOYO  
M. R.I. JENIE  
M. HARYOMATARAM  
M. A. EFFENDI

Italie :

M. R. FRANCESCHI  
M. F. PIAGGESI  
M. G. ADORNI BRACCESI  
M. E. SIVIERO  
M. R. di CARLO  
M. M. PAVESE

Japon :

M. R. IMAI  
M. M. KONISHI  
M. K. KUDO  
M. T. ISHIGURI

Kenya :

M. D.D. AFANDE  
M. P.N. MWAURA

Maroc :

M. El G. BENHIMA  
M. O. HILALE  
M. M.S. BENRYANE

Mexique :

M. A. GARCIA ROBLES  
Mme Z. GONZALEZ y REYNERO  
M. P. MACEDO RIBA

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

<u>Mongolie</u> :	M. L. BAYART M. S-O. BOLD M. G. GONGOR
<u>Nigéria</u> :	M. A.A. ELLA
<u>Pakistan</u> :	M. M. AHMAD M. K. NIAZ
<u>Pays-Bas</u> :	M. R.J. van SCHAIK M. J. RAMAKER M. R. MILDERS M. B. TER HAAR
<u>Pérou</u> :	M. J.C. MARIATEGUI M. J. GONZALES TERRONES M. J.F. RUBIO CORREA
<u>Pologne</u> :	M. J. RYCHLAK M. J. CIALOWICZ
<u>République démocratique allemande</u> :	M. H. ROSE M. J. DEMBSKI
<u>République islamique d'Iran</u> :	M. N. K. KAMYAB M. A. SHAFII
<u>Roumanie</u> :	M. I. VOICOU M. G.H. CHIRILA M. S. DOGAROU
<u>Royaume-Uni</u> :	M. R.I.T. CROMARTIE M. R.J.S. EDIS M. I.P. CHALMERS
<u>Sri Lanka</u> :	M. J. DHANAPALA M. P. KARIYAWASAM
<u>Suède</u> :	M. R. EKEUS M. H. BERGLUND
<u>Tchécoslovaquie</u> :	M. M. VEJVODA M. A. CIMA

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

Union des Républiques socialistes  
soviétiques :

M. V.L. ISSRAELIAN  
M. B.P. PROKOFIEV  
M. G.N. VACHADZE  
M. E.K. POTIARKINE

Venezuela :

M. O. GARCIA GARCIA  
Mme J. CLAUWAERT GONZALEZ

Yougoslavie :

M. K. VIDAS  
M. M. MIHAJLOVIC

Zaire :  
Secrétaire général de la Conférence  
du désarmement et Représentant  
personnel du Secrétaire général :

M. O.N. MONSHEMVULA  
  
M. M. KOMATINA

Secrétaire général adjoint de  
la Conférence du désarmement :

M. V. BERASATEGUI

Le PRESIDENT : Je déclare ouverte la 348ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence commence aujourd'hui l'examen du point 3 de son ordre du jour, intitulé "Prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées". Toutefois, en vertu de l'article 30 du règlement intérieur, tout représentant qui souhaiterait soulever une question quelconque ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

La liste d'orateurs de ce jour comprend les représentants de l'Argentine, du Pérou, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de l'Italie, de la République islamique d'Iran et de la Mongolie.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Argentine, Monsieur l'Ambassadeur Cámpora.

M. CAMPORA (Argentine) (traduit de l'espagnol) : Monsieur le Président, aujourd'hui la délégation argentine abordera le point 5 de l'ordre du jour qui a trait à la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

Au cours des deux derniers siècles et, en particulier, depuis la Seconde guerre mondiale, l'intelligence humaine a conçu des technologies diverses qui ont peu à peu permis à l'homme d'étendre sa domination sur les milieux qui constituent son environnement.

Des espaces encore considérés, voici à peine quelques dizaines d'années, comme inaccessibles à l'homme, sont aujourd'hui progressivement soumis à son contrôle, grâce à la création d'instruments que la science et la technologie modernes mettent à sa disposition.

Des espaces terrestres comme le désert, les hautes cimes ou le cœur des forêts, ainsi que l'espace aérien et l'espace maritime - l'océan aussi bien en surface qu'en profondeur - sans oublier les pôles terrestres eux-mêmes, qui étaient tous inaccessibles à l'homme, ont aujourd'hui cessé de l'être.

L'intégration de ces espaces au domaine humain a eu pour effet inévitable d'exiger de l'homme qu'il règle son comportement en ce qui concerne l'utilisation, l'exploitation et la prise de possession de ces espaces.

Il suffira de mentionner les règles internationales élaborées pour réglementer l'activité des Etats dans l'espace aérien et maritime et, plus récemment, le Traité sur l'Antarctique, le Traité interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol, la Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles, etc.

La Terre est physiquement placée sous la domination de l'espèce humaine et, devant ce fait, la communauté internationale organisée a assumé la tâche

(M. Cámpora, Argentine)

inéluctable d'élaborer les normes de conduite que doivent observer les Etats et les hommes qui la composent pour éviter non seulement les déprédations, mais aussi le choc des intérêts.

Il est également sûr que certains Etats ont progressé plus que d'autres dans la mise au point et l'application des technologies modernes et que de ce fait, ils se trouvent à l'avant-garde dans la conquête des nouvelles frontières vers lesquelles l'homme s'avance.

Il est aussi certain que la science et la technologie ont subi une évolution qui allait de pair quant à leurs applications à des fins militaires, selon les milieux en cause.

Cette créativité axée sur la guerre a sensibilisé la conscience de la communauté internationale et c'est ainsi que sont nées les initiatives destinées à mettre un terme à la militarisation et à fixer des limites à la course aux armements dans ces milieux. Le Traité sur l'Antarctique en est un exemple et le Traité relatif au fond des mers et des océans en est un autre.

La conquête de l'espace extra-atmosphérique fait surgir une fois de plus cette thématique. La science et la technologie spatiales ont lancé l'homme à la conquête de cet espace. Dotés de plus grandes capacités, quelques pays se trouvent à l'avant-garde de cette entreprise et l'immense majorité des pays y participent à des degrés divers.

La communauté internationale a obtenu des résultats limités dans sa tentative de réglementer l'activité des Etats dans l'espace extra-atmosphérique. Le plus marquant de ces efforts a été la conclusion du Traité de 1967.

D'autres instruments internationaux de caractère multilatéral ou bilatéral ont été adoptés, qu'il est inutile de mentionner parce qu'ils sont connus de tous.

L'amorce de coopération internationale en matière d'utilisations pacifiques de l'espace, aussi bien dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies que dans celui des relations bilatérales, est à l'origine d'une gamme variée d'accords qui ont conduit à la mise en orbite de satellites ayant des applications très intéressantes, notamment pour les communications, la prévision météorologique, les relevés géographiques et l'identification des ressources naturelles. Enfin, personne aujourd'hui ne pourrait imaginer un monde privé des bienfaits résultant de l'exploration et de l'utilisation pacifiques de l'espace.

Mais la science et la technologie spatiales ont aussi poussé l'imagination humaine à créer des instruments de guerre. Voilà où la Conférence du désarmement a trouvé un domaine de compétence qui lui est propre, d'où l'inscription à son ordre du jour du point 5, qui a pour objet de prévenir une course aux armements dans l'espace.

(M. Cámpora, Argentine)

L'opinion publique mondiale sait déjà que les puissances spatiales ont progressivement militarisé l'espace; toutefois, la communauté internationale doit certainement aussi désirer savoir si la militarisation de l'espace a atteint le point de non-retour. C'est là une question que nous posons à la Conférence du désarmement. C'est une question qui trouvera une réponse définitive dans un proche avenir car, plus tard, si la politique des puissances spatiales se poursuit dans la direction actuelle, la situation ne pourra plus être modifiée. Si l'on devait atteindre le point de non-retour, l'espace serait alors définitivement militarisé et il nous faudrait donc modifier le libellé du point 5 de l'ordre du jour de la Conférence du désarmement, qui a trait à la prévention de la course aux armements dans l'espace. C'est de la cessation de la course aux armements dans l'espace et du désarmement spatial qu'il faudrait alors parler.

Nous craignons de nous voir bientôt contraints d'apporter à notre ordre du jour une modification qui consisterait à remplacer l'objectif de la "prévention" par celui de la "cessation" de la course aux armements dans l'espace.

Si ce moment arrive, et tout indique que nous en approchons, alors le symbolisme en sera dramatique pour les membres de la Conférence du désarmement.

La Conférence apprend que les puissances spatiales se sont proposé de militariser l'espace. Cette conclusion s'impose, dans la mesure où nos travaux sur la question sont dilués dans des débats d'ordre général et où ne se dégage pas le consensus nécessaire pour créer des organes subsidiaires qui seraient habilités à étudier et à négocier des accords qui empêcheraient la militarisation de l'espace.

Six chefs d'Etat ou de gouvernement parmi lesquels se trouve le Président Alfonsín, de l'Argentine, ont appelé l'attention à cet égard dans le message commun qu'ils ont adressé le 28 février dernier au Président Reagan et au Secrétaire général Gorbatchev : ... "nous sommes préoccupés par le fait qu'il n'ait été encore convenu d'aucune mesure concrète susceptible de contribuer à 'prévenir une course aux armements dans l'espace' ...".

Au moment où se font jour des tendances inquiétantes en matière d'armements spatiaux et où les événements dans ce domaine transforment rapidement le destin de l'humanité, il est nécessaire que la Conférence du désarmement reprenne promptement l'examen de fond de cette question. Nous sommes convaincus que plus le temps passera sans qu'apparaissent de solutions effectives dans ce domaine, plus les efforts diplomatiques seront dépassés par des réalités militaires devenues irréversibles.

En 1978, la première session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement a perçu clairement les dangers que représentaient la militarisation persistante de l'espace et l'extension de la course aux armements à ce milieu. Néanmoins, il aura fallu que s'écoulent sept ans avant que le seul organe multilatéral de négociation sur le désarmement puisse créer, l'an dernier, un comité spécial sur la question qui, pendant une courte période, au demeurant, fut doté d'un timide mandat.



(M. Cámpora, Argentine)

Ma délégation pense qu'il est nécessaire et urgent que la Conférence continue à déployer des efforts en la matière, même lorsque ces efforts sont loin de satisfaire nos aspirations et de répondre à nos préoccupations.

Plus d'une fois, nous avons exprimé notre satisfaction de l'ouverture de négociations bilatérales entre les deux principales puissances spatiales. En même temps, nous avons indiqué que ces négociations ne devaient pas nuire à l'examen de la question sous l'angle multilatéral.

Nous partageons le point de vue unanime de la Conférence sur la complémentarité souhaitable des négociations bilatérales engagées par les Etats-Unis et l'Union soviétique et des négociations multilatérales qui sont du ressort de la Conférence du désarmement. Mais, comme nous l'avons indiqué en une autre occasion, il ne peut y avoir complémentarité entre deux corps institutionnels s'ils ne se tiennent pas en communication. C'est pourquoi il serait utile que la Conférence soit périodiquement informée du progrès des négociations bilatérales, conformément à ce que prévoit la résolution 40/87 de l'Assemblée générale. Un rapport des autres puissances spatiales, exposant dans le détail les différentes activités militaires auxquelles elles se livrent, contribuerait aussi à une meilleure intelligence des problèmes.

L'activité militaire dans l'espace doit être définie et décrite. Sans cela, comment pouvoir l'interdire ? Pour ce faire, il faut échanger des informations et exposer largement et de manière détaillée en quoi consiste cette activité militaire, préciser aussi quels sont les objets spatiaux qui ont une finalité militaire et quelles sont les armes spatiales.

Il est dit, au paragraphe 51 du rapport du Comité spécial de l'an dernier, que la participation d'experts serait très profitable, vu la complexité du sujet. Nous appuyons cette idée.

Cela fait plus de 20 ans qu'ont commencé, aux Etats-Unis et en Union soviétique, les essais de systèmes antisatellites. Les raisons de l'intérêt persistant manifesté à l'égard de tels systèmes sont évidentes, étant donné les fonctions essentielles que remplissent les satellites au profit des forces militaires de ces puissances.

Il ne faut pas oublier non plus l'interdépendance entre la technologie des systèmes antisatellites et la mise au point de systèmes de missiles antimissiles. L'existence de ces systèmes, outre qu'elle suscite la prise de contre-mesures pour les annuler, intensifie le développement de systèmes d'armes nucléaires. Cette question, qui n'a été examinée jusqu'à présent que sur le plan bilatéral, a de graves répercussions sur l'ensemble de la communauté internationale.

Il ne fait aucun doute que les systèmes d'armes auxquels je me suis référé ainsi que d'autres qui pourraient être mis au point déclencheront une course aux armements sans précédent et qui pourrait être incontrôlable, aussi bien dans l'espace que sur la Terre. Ce processus, qui a des effets critiques pour la sécurité des deux alliances militaires, met aussi en péril la survie

(M. Cámpora, Argentine)

du monde, étant donné sa capacité de déclencher une guerre nucléaire. C'est pourquoi il est nécessaire de l'étudier sur le plan multilatéral pour qu'il soit tenu compte des intérêts de tous les Etats en matière de sécurité.

Les possibilités d'innovation sont illimitées à une époque où la recherche et la mise au point d'armes et de systèmes d'armes nouveaux ne cessent d'évoluer et de se transformer. Il semble évident qu'il n'est pas de type d'armes ou de domaine d'application qui nécessitent des investissements aussi importants que la mise au point et le déploiement des armes spatiales. Il est regrettable qu'on ne puisse, dans un esprit de solidarité, canaliser ces efforts économiques et technologiques, pour rattraper le retard dont souffrent de vastes secteurs de l'humanité.

Cela fait plus de 25 ans que l'espace est militarisé. Comme l'indique le dernier annuaire du SIPRI, il a été lancé dans l'espace, depuis 1958, 2 219 satellites qui remplissent des fonctions militaires réelles ou potentielles. Ce chiffre représente au moins 75 % de tous les satellites qui se meuvent dans l'espace.

Le pourcentage élevé de satellites à utilisation militaire fait ressortir que les activités spatiales des superpuissances sont intégrées à leurs systèmes d'armes terrestres et à leurs stratégies et doctrines liées à l'utilisation des armes nucléaires. Il n'est pas non plus superflu de rappeler que certains Etats dotés d'armes nucléaires ont utilisé des satellites pour appuyer des opérations militaires contre des pays en développement. La gravité de ces faits souligne l'intérêt qu'ont tous les pays, qu'ils soient ou non des puissances spatiales, à rechercher d'urgence la démilitarisation de l'espace. Il faudra aussi tenir compte de ces faits dans l'examen d'un régime concernant la protection et l'utilisation des satellites.

La République argentine, comme la vaste majorité des pays qui composent la communauté internationale, a toujours soutenu que l'espace était le patrimoine commun de l'humanité et qu'il convenait donc de le préserver à des fins exclusivement pacifiques pour promouvoir le développement de tous les pays et la coopération internationale.

L'espace, en tant que dimension nouvelle de l'activité humaine, a fait naître chez tous les peuples de la Terre la conscience profonde d'un destin commun. Il apparaît plus clairement que jamais que notre planète est, dans la cité universelle qu'est le cosmos, le foyer unique de tous les hommes, quel que soit le pays où ils vivent.

En conséquence, l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique ne saurait se fonder sur des critères liés à des doctrines militaires qui reflètent l'idée de sa sécurité nationale que se fait chaque puissance spatiale dotée d'armes nucléaires. Ce genre de critères est de ceux qui stimulent le processus action-réaction qui perpétue la course aux armements entre ces puissances. Il faut aborder les problèmes qui se posent ici dans une optique plus large, qui reflète pleinement les préoccupations et les intérêts de tous les Etats qui coexistent sur la Terre.

M. MARIATEGUI (Pérou) (traduit de l'espagnol) : Puisque c'est la première fois que je prends la parole à la Conférence, permettez-moi, Monsieur le Président, de vous exprimer la satisfaction qu'éprouve ma délégation à vous voir présider nos travaux. Votre pays et le mien entretiennent depuis longtemps des relations exemplaires d'amitié et de coopération. Je tiens à vous assurer de la plus large coopération de ma délégation dans les fonctions délicates que vous exercez avec l'intelligence et l'expérience que tous s'accordent à vous reconnaître.

La délégation péruvienne exprime également sa gratitude à votre prédécesseur, le distingué représentant de l'Australie, l'Ambassadeur Richard Butler, pour le dynamisme et l'efficacité qu'il a apportés aux travaux de notre Conférence pendant le mois de février dernier, au cours duquel il a exercé la présidence.

Je remercie aussi, par votre intermédiaire, les distingués représentants qui ont bien voulu m'offrir leurs vœux de bienvenue à cette Conférence. Au Secrétaire général de la Conférence, l'Ambassadeur Miljan Komatina, au Secrétaire général adjoint, l'Ambassadeur Vicente Berasategui, et à tous les distingués représentants, je tiens à donner l'assurance de notre entière coopération et de mon amitié personnelle.

Ma délégation adresse au distingué représentant de la Suède, l'Ambassadeur Rolf Ekéus, ainsi qu'à la délégation qu'il dirige, ses condoléances les plus sincères à l'occasion de la disparition cruelle d'Olof Palme. Le peuple et le Gouvernement péruviens ont été profondément émus par la tragique nouvelle de sa mort. Olof Palme laissera dans notre mémoire le souvenir d'un citoyen éminent de son noble pays, d'un lutteur infatigable pour la cause de la paix, d'un ami inestimable des pays du tiers monde, d'un bâtisseur de la coopération et de la compréhension entre les peuples.

Cette année, la Conférence du désarmement commence ses travaux dans un climat d'espoir qu'a créé à juste titre la rencontre au sommet Reagan-Gorbatchev tenue à Genève en novembre dernier, et qu'a concrétisé l'importante déclaration faite par M. Gorbatchev le 15 janvier dernier au sujet d'un programme de désarmement et de sécurité internationale. Ce climat d'espoir offre à notre forum une occasion exceptionnelle de progresser sur la voie du désarmement.

Néanmoins, nous nous rendons compte que cela ne suffit pas pour escompter des résultats importants. Nous connaissons les divergences fondamentales qui séparent les grandes puissances, notamment en ce qui concerne leurs conceptions respectives de la sécurité et, tant que cette question primordiale ne sera pas résolue, il ne sera pas possible d'accomplir des progrès réels dans le domaine du désarmement.

Jusqu'à présent, la sécurité internationale était fondée sur les conceptions particulières et sur l'"armementisme" unilatéral des principales puissances militaires. Chacune d'elle partait de la conviction que, confrontée à des dangers extérieurs, elle devait y répondre par une accumulation d'armements et par l'incessant perfectionnement technique de ceux-ci.

(M. Mariategui, Pérou)

C'est sur ces prémisses que reposent les diverses conceptions qui prétendent fonder la paix et la sécurité internationales sur la dissuasion et sur l'équilibre de la terreur, conceptions qui, loin de garantir celles-ci, ont accru les risques de guerre, y compris de guerre nucléaire, et ont conduit à l'instabilité des relations internationales. Ainsi, dans un monde menacé en permanence de la possibilité d'une guerre nucléaire, ces conceptions ont perdu toute validité.

Le moment est venu de remplacer le recours à la dissuasion fondée sur les armements par un nouveau concept de la sécurité internationale qui nous libère du cercle vicieux de la méfiance et de la course aux armements.

A cet effet, la tâche essentielle est d'instaurer la confiance. Cela exige du courage, de la volonté politique et une sérieuse détermination de négocier.

Si la confiance n'existe pas, nous ne pourrions pas arrêter la course aux armements. En son absence, en effet, il est difficile de concevoir que les Etats renoncent à une sécurité fondée sur les armements en faveur d'une sécurité fondée sur des accords de désarmement.

Instaurer la confiance doit devenir la préoccupation centrale dans les relations internationales et, pour y parvenir, nous devons rechercher des solutions sur le plan politique, puisque c'est de là, en définitive, que proviennent la méfiance et l'"armementisme".

Pendant longtemps, la sécurité de la grande majorité des Etats et la survie de l'humanité ont dépendu des conceptions et des intérêts de sécurité d'une poignée d'Etats.

Cette situation est devenue plus intolérable encore à l'ère nucléaire, car l'existence d'armes nucléaires dans les arsenaux d'un petit nombre d'Etats met en péril, directement et fondamentalement, les intérêts vitaux de sécurité de tous les Etats.

Dès lors, une nouvelle conception de la sécurité devra garantir la sécurité de tous les Etats, puisque, à notre époque, aucun d'eux n'échappe au danger nucléaire.

La sécurité devra aussi être la même pour tous car, si elle ne l'était pas, le déséquilibre qui entraîne la course aux armements persisterait.

Il serait souhaitable de compléter le nouveau système de sécurité en reliant le désarmement au développement par l'utilisation, au bénéfice des pays en développement, d'une partie des vastes ressources consacrées à la course aux armements.

Nos pays ne peuvent plus continuer d'attendre que les puissances militaires engagent enfin un processus de désarmement, non seulement parce que nos problèmes sont à beaucoup d'égards qualitativement différents, mais parce que pour elles l'"armementisme" ne représente pas, comme pour nous, une alternative angoissante au développement.

(M. Mariategui, Pérou)

C'est de cet esprit que s'est inspirée l'Initiative péruvienne sur le désarmement classique à l'échelle régionale, qui a été adoptée à la 40ème session ordinaire de l'Assemblée générale, ainsi que la décision unilatérale du Gouvernement péruvien de réduire les dépenses militaires afin de consacrer au développement les ressources ainsi dégagées et de promouvoir dans la région un climat plus propice à la confiance.

Ces initiatives ne visent pas à détourner l'attention des efforts que la communauté internationale consacre à la cause du désarmement nucléaire. Elles nous orientent vers un processus de désarmement - classique - qui constitue pour nous un problème immédiat et qu'il est en notre pouvoir de résoudre.

La Conférence ne s'est pas encore interrogée comme il convient sur le lien qui existe entre le désarmement et le développement, bien que cette question figure dans le programme d'action que contient le Document final de la première session de l'Assemblée générale consacrée au désarmement et que dans nombre de résolutions l'Assemblée générale se soit prononcée pour une restriction des dépenses militaires et la réaffectation au développement socio-économique des ressources libérées de la sorte.

Le développement de l'"armementisme" et l'accroissement des tensions sur la scène internationale renforcent la responsabilité qui incombe à notre Conférence en tant qu'unique forum multilatéral de négociation sur le désarmement. Le Document final qui a été adopté par consensus en 1978 lui impose sans ambiguïté la tâche inéluctable d'entreprendre des négociations aboutissant à des accords de désarmement et de limitation des armements.

Notre délégation apprécie à leur juste valeur les progrès réalisés au cours de l'année écoulée et en janvier dernier par le Comité spécial des armes chimiques - sous l'efficace direction de l'Ambassadeur Turbanski - dans ses travaux visant à conclure une convention sur l'interdiction des armes chimiques et la destruction des arsenaux existants.

Ces progrès sont manifestes dans le processus de définition et de classification des éléments chimiques pertinents et en ce qui concerne l'identification des installations de fabrication d'armes chimiques et les mesures à prendre pour les éliminer.

La question de l'interdiction des essais nucléaires est devenue le pivot des efforts accomplis pour éliminer le danger nucléaire. Parvenir à conclure une telle interdiction pourrait signifier une véritable inversion de la course aux armements nucléaires.

Les Nations Unies ont maintes fois condamné les essais nucléaires et exprimé leur conviction que la poursuite de ceux-ci intensifierait la course aux armements et accroîtrait le danger de guerre nucléaire.

Cette question, à l'étude depuis 25 ans déjà, a donné lieu à plus de 50 résolutions de l'Organisation des Nations Unies.

(M. Mariategui, Pérou)

A la dernière session de l'Assemblée générale, le Pérou a parrainé avec le Mexique la résolution 40/80 A, qui a recueilli le plus grand nombre de voix. Par cette résolution, l'Assemblée générale engage tous les Etats membres de la Conférence du désarmement, en particulier les trois puissances dépositaires du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau et du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, à promouvoir la création par la Conférence, au début de sa session de 1986, d'un comité spécial à qui serait confiée la négociation multilatérale d'un traité sur la cessation complète des explosions expérimentales d'armes nucléaires.

Pendant nombre d'années, cette question n'a pas fait l'objet de négociations du fait que les puissances nucléaires alléguaient pour principal obstacle la question de la vérification. En 1982 et 1983, un comité spécial a entrepris des travaux de fond sur tous les aspects de la vérification et sur les moyens nécessaires pour faire respecter une interdiction des essais nucléaires. Il a procédé à des travaux exhaustifs sur le plan technique. L'Union soviétique a maintenant fait savoir officiellement qu'elle était disposée à permettre un contrôle plus rigoureux de l'interdiction des essais nucléaires, y compris des inspections sur place et l'utilisation de toutes les ressources de la sismologie.

Divers organes ont attesté que, grâce aux progrès réalisés, les moyens scientifiques et techniques dans ce domaine avaient atteint un degré d'efficacité suffisant, qui pouvait d'ailleurs être poussé plus loin encore. Cela a été prouvé lors du Séminaire sur la vérification sismologique qui s'est tenu en Norvège l'année passée et répété dans le cadre de l'Initiative de paix des cinq continents.

Dès lors, il n'existe plus aucune raison de continuer à s'opposer à la négociation d'un traité d'interdiction des essais nucléaires en invoquant les lacunes des systèmes de vérification.

Je ne saurais conclure de façon plus opportune qu'en citant le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, l'Ambassadeur Javier Pérez de Cuéllar, qui s'est adressé à notre Conférence à l'occasion de l'ouverture de la session en cours :

"1986, qui est l'Année internationale de la paix dont le thème est la sauvegarde de la paix et de l'humanité, a commencé sous le signe de l'espoir en de nouvelles possibilités d'aborder de manière constructive les problèmes qui menacent la sécurité internationale. L'un des plus saillants est celui du désarmement. L'espoir qui marque cette année à son début ne pourra fleurir que si l'on jette au plus vite les bases de mesures substantielles en matière de limitation des armements et de désarmement. Tous les gouvernements savent que, à l'ère nucléaire, il n'est pas de grand conflit qui ne fasse courir le risque d'une catastrophe mondiale. Tous doivent reconnaître la responsabilité commune qui leur incombe de ce fait de maintenir la paix et de renforcer la sécurité internationale. Votre Conférence a un rôle de premier plan à jouer pour que cette responsabilité puisse être assumée."

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Pérou pour sa déclaration et pour les aimables paroles adressées à la présidence.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, Monsieur l'Ambassadeur Issraelyan.

M. ISSRAELYAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Monsieur le Président, le 11 mars dernier, le chef de la délégation mexicaine, l'Ambassadeur Garcíá Robles, a présenté à la Conférence du désarmement un message commun adressé au Secrétaire général du Comité central du PCUS, M.S. Gorbatchev, et au Président des Etats-Unis d'Amérique, R. Reagan, par les dirigeants de l'Argentine, de l'Inde, du Mexique, de la Tanzanie, de la Suède et de la Grèce.

Permettez-moi aujourd'hui de donner lecture du texte de la réponse de M.S. Gorbatchev à ce message commun, texte qui sera publié sur notre demande comme document de la Conférence.

"REPOSE DU SECRETAIRE GENERAL DU COMITE CENTRAL DU PCUS,  
M.S. GORBATCHEV, AU MESSAGE COMMUN DES DIRIGEANTS DE  
L'ARGENTINE, DE L'INDE, DU MEXIQUE, DE LA TANZANIE, DE  
LA SUEDE ET DE LA GRECE.

A Monsieur Raul Alfonsín, Président de l'Argentine

A Monsieur Rajiv Gandhi, Premier Ministre de l'Inde

A Monsieur Miguel de la Madrid, Président du Mexique

A Monsieur Julius Nyerere

A Monsieur Ingvar Carlsson, Premier Ministre de la Suède

A Monsieur Andreas Papandreu, Premier Ministre de la Grèce.

C'est avec une profonde tristesse que je note l'absence parmi vous d'Olof Palme, tombé sous la main scélérate d'un lâche assassin. Sa mort tragique a provoqué une vive douleur dans le cœur de tous ceux auxquels la paix est chère, cette paix pour le maintien de laquelle il a inlassablement lutté avec passion.

Messieurs les Présidents, Messieurs les Premiers Ministres,

Au nom des dirigeants soviétiques je tiens à vous exprimer notre sentiment de profond respect pour le caractère systématique et dûment orienté de vos efforts visant à réduire la course aux armements et à prévenir la guerre nucléaire. A notre avis, vos interventions par des initiatives communes répondent entièrement à l'objectif consistant à organiser une action intégrée, constructive et créatrice des Etats et des peuples à l'échelle de toute la planète. Il en est particulièrement ainsi à l'heure actuelle, alors que c'est le destin même du genre humain qui est en jeu.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Les idées exprimées dans votre lettre au sujet d'une sécurité générale exempte d'armes nucléaires s'accordent fort bien avec le concept que nous avons formulé au XXVIIème Congrès du PCUS qui vient de se terminer, visant à créer un système complet de sécurité internationale. L'un des principes de base d'un tel système doit être - et nous sommes d'accord avec vous en l'occurrence - l'élimination totale et irréversible des armes nucléaires.

Je pense que nos points de vue coïncident aussi pour dire qu'un pas important vers l'affranchissement de l'humanité de la course aux armements nucléaires, avec toutes ses conséquences néfastes peut être et doit être l'arrêt des essais nucléaires.

Ce n'est apparemment pas par hasard que c'est maintenant, précisément, que vous soulevez cette question, peu de temps avant la date d'expiration du moratoire unilatéral soviétique sur les explosions nucléaires. Le délai supplémentaire que nous avons accordé à l'Administration américaine pour peser nos propositions tire à sa fin. Nous ne pouvons pas le prolonger indéfiniment d'une façon unilatérale. En n'effectuant depuis près de huit mois déjà aucune explosion nucléaire, ni expérimentale, ni pacifique, nous avons accepté de subir certaines pertes aussi bien dans le domaine militaire que sur le plan de l'économie nationale.

Cependant, en réponse à votre appel adressé à l'URSS et aux Etats-Unis de nous abstenir de procéder à tout essai nucléaire au cours de la période allant jusqu'à la prochaine réunion soviéto-américaine au sommet, nous déclarons que l'Union soviétique continuera de s'abstenir de procéder à toute explosion nucléaire même après le 31 mars - et ce jusqu'à la première explosion nucléaire aux Etats-Unis.

Quant au problème de la vérification, je voudrais souligner une fois de plus que nous lui attachons beaucoup d'importance, car nous tenons à ce que les accords soient strictement respectés et que tous les participants en aient l'entière certitude.

Pour ce qui est de l'interdiction des essais nucléaires, la vérification peut être assurée par des moyens techniques nationaux ainsi qu'à l'aide de procédures internationales, y compris des inspections sur place si nécessaire. Nous proposons à la partie américaine de s'entendre avec nous pour offrir aux observateurs des deux parties, sur la base de la réciprocité et en réponse à des demandes appropriées, la possibilité de se rendre sur les lieux d'événements ambigus afin de dissiper tous doutes éventuels sur le point de savoir si ces événements ne seraient pas liés à des explosions nucléaires.

Nous sommes prêts à profiter de votre offre, à condition bien entendu qu'elle soit acceptée par l'autre partie également, d'aider à vérifier l'arrêt des essais nucléaires, y compris au moyen d'inspections sur place.



(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Bien entendu, pour résoudre pleinement le problème des essais, il faut un traité qui interdirait les essais d'armes nucléaires sur le plan du droit international. Nous proposons d'entreprendre sans retard son élaboration, de reprendre ou d'entamer des négociations appropriées sous n'importe quelle forme - bilatérale, tripartite ou multilatérale - sans établir de liens avec d'autres questions quelles qu'elles soient. A ceux qui craignent que les questions de vérification soient reléguées à l'arrière-plan au cours des négociations, nous proposons que, dès le début, l'on s'occupe simultanément dans ces négociations de la solution de ces questions également, afin de parvenir le plus rapidement possible à une entente intégrée.

Je puis vous assurer que, pour sa part, l'Union soviétique continuera de faire tout ce qui est nécessaire pour mettre concrètement sur les rails la solution du problème urgent de l'arrêt des essais nucléaires, pour parvenir à l'élimination complète des arsenaux nucléaires.

Veillez agréer, etc.

(Signé) M. GORBATCHEV"

M. FRANCESCHI (Italie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, nouveau venu à la Conférence du désarmement, je voudrais tout d'abord souligner derechef la grande importance que mon Gouvernement attache aux efforts en faveur du désarmement déployés par tous les pays représentés dans cette enceinte.

Ces efforts témoignent à l'évidence de l'aspiration à la paix et au désarmement des gouvernements et de milliards d'hommes et de femmes. La recherche de la paix et, au demeurant, des instruments nécessaires pour y parvenir, n'est pas le monopole des grandes puissances, c'est le devoir commun et une responsabilité primordiale de tous les pays.

Il faut toutefois constater que cette session de la Conférence du désarmement s'est ouverte dans un climat plus favorable, dû à la réunion au sommet de Genève, en novembre dernier, et à l'amélioration des conditions de dialogue entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Le Gouvernement italien et notre opinion publique attachent une très haute importance aux résultats de cette réunion au sommet et à l'attente qu'elle a fait naître.

Nous espérons sincèrement que ces indices favorables contribueront de la manière la plus constructive à susciter aussi le progrès des travaux de la Conférence du désarmement et des résultats concrets touchant les diverses questions inscrites à l'ordre du jour, et ce en harmonie avec les exigences de notre temps. Nous comptons bien voir cette tendance se concrétiser dans des actes et des faits qui conduisent progressivement à un consensus dans les négociations qui se déroulent non seulement à l'échelle bilatérale mais aussi dans les instances multilatérales de Stockholm, de Vienne et, en particulier, de Genève.

(M. Franceschi, Italie)

Un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace est de toute évidence la condition fondamentale entre toutes pour prévenir la guerre. Pour atteindre ce but, l'équilibre des forces, tant nucléaires que classiques, au niveau d'armement le plus bas possible, reste, il faut être réaliste, un objectif intermédiaire. Aussi considérons-nous avec appréhension toute prolifération inutile d'armes nucléaires. Les exigences de sécurité ne sont pas les mêmes d'une région à l'autre du monde. En fait, elles diffèrent de pays à pays. Nous respectons toutes les manières d'envisager le problème de la sécurité que retiennent les pays, car nous estimons que ce n'est qu'en préservant la sécurité qu'on peut adopter des mesures collectives pour arriver à un désarmement effectif. Aussi estimons-nous que mérite le respect la politique de notre gouvernement qui, tout en considérant que la dissuasion nucléaire est indispensable pour assurer la sécurité nationale, fait tout en son pouvoir pour accroître la sécurité et l'équilibre à un niveau plus bas de tous les types d'armements.

Pour ma part, j'étais à Genève au moment où s'est déroulée une conférence plus restreinte sur le plan géographique, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui a aussi traité, entre autres questions pertinentes, du problème de la sécurité en Europe qu'on examine actuellement à Stockholm. J'ai donc eu la chance de pouvoir constater l'euphorie suscitée par la détente qui, malheureusement, n'a pas été à la hauteur des très grands espoirs nourris à l'époque. Que cela nous serve de leçon et nous exhorte à aborder dans un esprit responsable les nombreux problèmes auxquels nous sommes confrontés dans ce contexte plus large.

La session de 1986 s'est ouverte avec un ordre du jour qui, établi par le secrétariat avec une remarquable diligence, a été approuvé dès la première séance plénière de la Conférence. C'est un ordre du jour qui nous convient pleinement et qui contient des points présentant pour nous un grand intérêt. Nous sommes vraiment heureux qu'aient déjà été rétablis les trois comités spéciaux qui sont chargés de l'examen de questions d'une importance majeure. Pour les autres points de l'ordre du jour, ma délégation répète qu'elle est tout à fait disposée à s'associer à un examen en profondeur de tous les problèmes et propositions pertinents. Ce qui nous importe avant tout c'est de réaliser des progrès dans les travaux de fond de la Conférence et d'éviter les retards et les obstacles liés à des questions de procédure.

Je tiens beaucoup aussi, Monsieur le Président, à vous adresser mes félicitations les plus chaleureuses à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence pour le mois de mars. Je voudrais vous assurer de la coopération pleine et entière de ma délégation dans l'exercice de vos importantes fonctions. J'aimerais en outre mettre aussi en relief, quelques jours à peine après la visite d'Etat à Bruxelles du Président Cossiga, les liens très étroits d'amitié et de coopération qui unissent nos deux pays dans le domaine des relations bilatérales et multilatérales. Je remercie par ailleurs l'Ambassadeur Butler actuellement absent, qui vous a précédé, des efforts qu'il a déployés au cours du premier mois d'activité de la Conférence. Nous remercions tout le secrétariat et, en particulier, les Ambassadeurs Komatina et Berasategui de la part précieuse qu'ils ont apportée

(M. Franceschi, Italie)

à nos travaux. Qu'on me permette par ailleurs d'adresser nos condoléances les plus sincères à la délégation suédoise à l'occasion de la disparition tragique du Premier Ministre Olof Palme, véritable grand homme d'Etat profondément attaché à la cause de la paix et du désarmement.

Je consacrerai ma déclaration d'aujourd'hui au point 5 de l'ordre du jour, Prévention d'une course aux armements dans l'espace. C'est là, comme on le sait bien, un sujet auquel mon Gouvernement attache depuis longtemps une importance particulière. A cet égard, j'aimerais rappeler que l'Italie a été l'un des premiers pays à oeuvrer en faveur de l'instauration d'un dialogue multilatéral sur le contrôle des armements dans l'espace. L'Italie ne s'est pas bornée à adhérer à des instruments internationaux dans ce domaine; en 1978, elle a aussi pris l'initiative, à la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, de proposer de nouvelles mesures tendant à prévenir une course aux armements dans l'espace. Il est tenu compte de cette proposition au paragraphe 80 du Document final.

On consacre assurément beaucoup d'attention au problème de la prévention d'une course aux armements dans l'espace, tant au niveau politique que dans le contexte plus large de l'opinion publique. A notre sens, c'est à juste titre. En effet, les questions ayant trait à la limitation des armements pour ce qui est de l'espace ont une incidence des plus considérables sur la stabilité internationale et, partant, sur la paix et la sécurité internationales.

Aussi est-ce avec un sentiment de satisfaction et de confiance que nous avons assisté au lancement en 1985, après plusieurs années d'efforts, des activités d'un Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Même si cela ne s'est produit que tard dans la session et si on n'a pu tenir que 9 séances sur des problèmes de fond, le débat a été des plus utiles. Grâce à un programme de travail soigneusement équilibré, on a procédé en fait à un premier échange de vues, sous l'impulsion éclairée du Président, l'Ambassadeur Alfarargi de l'Egypte, concernant les aspects généraux de l'utilisation militaire de l'espace, le régime juridique pertinent et les propositions présentées jusqu'à présent pour prévenir une course aux armements dans l'espace.

Bien que bref et, de ce fait, quelque peu superficiel, le débat au Comité spécial a montré toute la complexité de la question à examiner, comme l'a exposé avec lucidité le représentant de Sri Lanka, l'Ambassadeur Dhanapala, dans la remarquable déclaration qu'il a faite le 30 juillet 1985. Ce débat a néanmoins ouvert la voie à un examen plus approfondi des principaux problèmes liés à la prévention d'une course aux armements dans l'espace. L'analyse des propositions vient seulement de commencer et, dans bien des cas, leurs auteurs devront les développer, mais ce qui, dans ce contexte, paraît particulièrement important, c'est l'examen de la question se rapportant à des mécanismes de vérification efficaces. L'étude en profondeur des problèmes, concepts, accords et propositions existants devra donc se poursuivre, car elle s'est avérée utile et prometteuse. Le programme de travail adopté l'an dernier nous offre les plus larges chances de nous engager sur cette voie. Le concours d'experts pourrait aussi nous être précieux pour étudier un sujet qui, par sa nouveauté, exige qu'on en examine à fond presque tous les aspects pour arriver à des progrès tangibles au niveau multilatéral.

(M. Franceschi, Italie)

Sous ces auspices, le Comité spécial peut apporter une importante contribution dans le domaine de la prévention d'une course aux armements dans l'espace et répondre de la sorte à l'intérêt profond que suscite maintenant cette question. Pour notre part, nous estimons qu'il est possible, que dis-je, nécessaire, de procéder dans cette enceinte à un examen approfondi de nombreux aspects importants du problème.

L'Assemblée générale des Nations Unies elle-même, par sa résolution 40/87 du 12 décembre 1985 (par. 4 et 6), semble avoir implicitement établi une distinction entre les questions qu'il conviendrait d'aborder dans un cadre multilatéral et celles qui, en revanche, devraient faire l'objet de négociations bilatérales. Cette distinction a d'autant plus d'importance qu'elle marque la détermination de l'Assemblée générale de faciliter, dans toute la mesure du possible, les négociations bilatérales de Genève.

Je tiens à rappeler à ce sujet que l'accord soviéto-américain du 8 janvier prévoit l'ouverture de négociations sur les armes nucléaires et spatiales et l'examen de tous ces problèmes ainsi que la recherche de solutions dans le contexte de leur interdépendance. Le transfert des négociations sur ces questions du forum bilatéral à un autre forum risquerait de gravement affaiblir les bases mêmes des pourparlers de Genève et de faire ainsi obstacle au déroulement du processus de désarmement nucléaire.

Le Gouvernement italien soutient sans réserve l'objectif que le Gouvernement des Etats-Unis et celui de l'URSS ont l'un et l'autre proclamé : libérer le monde des armes nucléaires offensives. Il nous semble que cette proclamation renforce les perspectives d'un désarmement général et complet, qui devrait se faire dans un contexte de stabilité et de paix et prévoir l'utilisation pacifique de l'espace pour le bien de toute l'humanité.

La Conférence du désarmement a un rôle primordial à jouer et une tâche immense à accomplir pour atteindre ces objectifs, elle devra, en particulier, entreprendre une large gamme d'activités pour traiter des questions liées à l'espace et ce d'autant plus que le progrès technique et la recherche scientifique ne cessent d'évoluer et que cette réalité a d'immenses incidences sur les problèmes de désarmement et de sécurité. A Genève, notre tâche principale devrait être au premier chef d'élaborer des méthodes de coopération et d'examiner en temps et en heure les nombreux aspects de la question, de manière à jeter les bases d'une compréhension plus nette des difficultés et des moyens progressifs de les résoudre. Nous pensons que, dans le temps dont on dispose avant que les programmes de recherche actuellement en cours ne produisent de résultats tangibles, il nous sera donné de faire oeuvre très utile, si nous ne nous livrons pas à des querelles de procédure.

La Conférence doit encore décider si elle entend rétablir le Comité spécial et confirmer son mandat précédent. Les remarques qui suivent ont pour but d'évaluer le travail qui reste à faire dans le cadre d'un tel mandat et d'offrir quelques idées directrices en vue de l'examen au sein du Comité spécial des problèmes ayant trait à la prévention d'une course aux armements dans l'espace, et compte tenu de la résolution 40/87 de l'Assemblée générale en date du 12 décembre 1985.

(M. Franceschi, Italie)

La Conférence du désarmement s'acquitte de ses responsabilités de manière indépendante, comme le prévoit le paragraphe 120 du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Toutefois, la résolution 40/87, malgré les réserves sur les paragraphes 5 et 9 émises par un certain nombre de pays, contient des éléments utiles pour la définition d'une approche conceptuelle de la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Elle mérite, en conséquence, un examen attentif.

Au paragraphe 1 de la résolution 40/87, l'Assemblée générale "rappelle que tous les Etats ont l'obligation de s'abstenir de l'emploi ou de la menace de la force dans leurs activités spatiales". Le texte de ce paragraphe a trait aux discussions que nous avons eues l'année dernière au Comité spécial, dont le programme de travail comportait, comme je l'ai dit plus haut, un examen des accords existants au sujet de la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Toutefois, ni l'Assemblée générale ni le Comité spécial n'ont étudié en profondeur des problèmes centraux tels que celui du rapport entre les engagements pris par les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies en vertu de l'Article 2 de la Charte et le droit de légitime défense énoncé à l'Article 51 de la Charte, ou comment s'appliquent au domaine spécifique des activités spatiales des engagements et des droits qui sont en corrélation. Plus généralement, le Comité spécial n'a toujours pas évalué dans quelle mesure et sous quelles conditions les engagements ou les obligations de portée générale qui ont été souscrits peuvent contribuer concrètement à la réalisation de l'objectif qu'est la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Par ailleurs, une étude de la manière dont sont respectées les obligations existantes concernant l'espace et les activités s'y rattachant aurait son utilité. En fait, le paragraphe 1 de la résolution 40/87, libellé qu'il est en termes généraux, appelle l'attention sur toute une gamme de problèmes que la Conférence du désarmement devrait examiner de près.

Le paragraphe 2 de la résolution 40/87 touche à un sujet dont le Comité spécial n'a qu'accessoirement débattu en 1985, bien qu'il ait une importance cruciale pour étudier correctement la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Le texte met à juste titre l'accent sur les fins pacifiques qui doivent régir l'utilisation de l'espace, il faut néanmoins en considérer les effets sous un angle plus large. En fait, le paragraphe 2 rattache l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques à un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace. D'ailleurs, dans son préambule, la résolution 40/87 mentionne expressément l'article III du Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, en vertu duquel les Etats parties sont convenus "que leurs activités relatives à l'exploration et à l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, doivent s'effectuer conformément au droit international et à la Charte des Nations Unies, en vue de maintenir la paix et la sécurité internationales et de favoriser la coopération et la compréhension internationales". Lors des débats du Comité spécial en 1985, si des doutes ont été émis quant au rôle des satellites d'observation, sous prétexte qu'ils

(M. Franceschi, Italie)

pourraient empiéter sur la souveraineté nationale, on a néanmoins largement reconnu l'importance du rôle qu'ils pourraient jouer pour garantir le respect des accords de désarmement ainsi que l'effet stabilisateur que pourrait avoir ce mode spécifique d'utilisation militaire de l'espace. On peut partir de ces débats et du paragraphe 2 de la résolution 40/87 pour déterminer sous quel angle il conviendrait également d'examiner le problème de l'utilisation militaire de l'espace et voir quelles en sont les incidences pour l'examen de la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Si l'espace ne doit être utilisé qu'à des fins pacifiques, le critère fondamental permettant de juger si les activités spatiales sont compatibles avec cet objectif ne réside pas tant dans leur nature, militaire ou civile, que dans leur aptitude à renforcer la stabilité et, partant à rapprocher de l'objectif, qui est le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Aussi bien le débat qui s'est déroulé en 1985 au sein du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace que les conclusions adoptées en la matière par l'Assemblée générale à sa 40ème session donnent une idée précise de la complexité des questions liées à la prévention d'une course aux armements dans l'espace et qu'il reste à étudier de manière appropriée. Le rapport présenté à la Conférence montre que, dans le peu de temps qui s'est écoulé depuis sa création, le Comité spécial n'a guère pu qu'effleurer ces questions et qu'il reste beaucoup à faire pour jeter les bases d'un consensus touchant les travaux futurs de la Conférence du désarmement sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

A sa session de 1985, la Conférence du désarmement a créé un Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, auquel elle a confié un mandat qui offrait d'amples occasions d'examiner en profondeur les points les plus importants de la question. La Conférence a défini ce mandat en tenant compte du paragraphe pertinent de la résolution 39/59 du 12 décembre 1984, repris à la lettre dans le paragraphe 9 de la résolution 40/87.

Le Comité spécial n'a pas eu le temps, pendant la session de 1985 de la Conférence, d'entreprendre autre chose qu'une discussion préliminaire des questions qu'il était prié d'examiner. C'était un début, et le mandat qui lui a été confié est loin d'être épuisé. A cet égard, le Gouvernement italien maintient sa position. Il a fallu déployer en 1985 beaucoup d'efforts, d'habileté et de persévérance pour définir ce mandat. Pour le renégocier, il faudrait probablement se lancer dans de nouveaux et longs débats, au détriment des délibérations sur le fond. Au reste, le climat politique et de négociation dans lequel ce mandat a été arrêté n'a pas changé de manière appréciable. Alors même que les Etats-Unis et l'Union soviétique s'attellent avec sérieux aux objectifs de négociation qu'ils se sont fixés, dont la prévention d'une course aux armements dans l'espace, il nous faut veiller à ce que nos délibérations - encore qu'elles servent avant tout la cause de la paix et du progrès et, en définitive, les intérêts de l'humanité - complètent ces négociations et ne viennent pas les troubler.

(M. Franceschi, Italie)

La délégation italienne pense donc qu'il est raisonnable que, à la session en cours, la Conférence du désarmement rétablisse le Comité spécial, en lui confiant le même mandat qu'auparavant et en lui laissant le soin d'offrir des suggestions concrètes quant à ses activités futures, sur la base des progrès qu'il aura réalisés au cours de son examen des questions liées à la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Italie pour sa déclaration et pour ses aimables paroles adressées à la présidence.

Je donne maintenant la parole au représentant de la République islamique d'Iran, Monsieur l'Ambassadeur Kamyab.

M. KAMYAB (République islamique d'Iran) (traduit de l'anglais) : Au nom de Dieu, le Tout-Puissant, Monsieur le Président, le Gouvernement de la République islamique d'Iran a toujours souligné que l'objectivité en ce qui concerne le maintien du respect des obligations et des engagements internationaux relatifs au droit international avait une importance vitale pour la sécurité de toutes les nations et pour le renforcement des bases sur lesquelles la communauté internationale, composée de quelques grandes nations et d'un grand nombre de petits pays, peut continuer de vivre dans la dignité et l'honneur, en s'appuyant fermement sur la primauté de la justice dans les relations internationales.

Cependant, l'adoption, de la part de certains pays, d'attitudes irresponsables touchant de nombreuses violations flagrantes du droit international, en particulier au cours de la guerre entre l'Iran et l'Iraq, a amené la poursuite et une exacerbation de ces violations, qui prennent une forme plus manifeste encore.

Cependant, l'Iran n'épargne aucun effort pour assurer le respect des principes et des règlements humanitaires dans les conflits armés; fait presque sans précédent, il n'use pas de représailles de même nature, même lorsqu'il est confronté à des violations aussi flagrantes que le lancement d'attaques contre des lignes aériennes civiles et, en particulier, l'emploi d'armes chimiques par l'Iraq. De toute évidence, la communauté internationale et les pays, individuellement ou en groupe, ne peuvent rester passifs devant des violations aussi patentes du droit international.

Ces dernières années, l'Iraq a recouru en maintes occasions à l'arme chimique. Cependant, l'emploi de ces armes, qui a repris depuis le début de l'année, s'est généralisé en février. Des attaques ont été lancées contre un certain nombre de villes iraniennes, ainsi que contre les nouvelles positions iraniennes.

En conséquence, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a été prié d'envoyer une équipe de spécialistes pour procéder à une enquête sur l'emploi des armes chimiques. Le 24 février 1986, il a demandé que cette mission se réunisse à Vienne pour se rendre au plus vite en Iran, tout en réaffirmant au Gouvernement iraquien qu'il était prêt, sur sa demande, à

(M. Kamyab, République islamique d'Iran)

charger la mission de se rendre également en Iraq pour enquêter sur les allégations de ce pays concernant cette question. Cette proposition n'a pas reçu de réponse positive de la part de l'Iraq. Cependant, l'équipe de spécialistes des Nations Unies s'est rendue en Iran du 26 février au 3 mars 1986 et, compte tenu de l'expérience, des connaissances et des résultats acquis au cours des deux premières enquêtes effectuées en 1984 et 1985, des avis et conclusions très importants ont été formulés dans le cadre du rapport adressé au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Ce rapport (S/17911), daté du 14 mars 1986, sera prochainement présenté à la Conférence mais, en attendant, je pense qu'il serait utile d'appeler votre attention sur ses principaux points.

Le paragraphe 30 souligne qu'un délai de deux semaines environ s'est écoulé entre les premières attaques présumées et l'arrivée de la mission en Iran et qu'en outre, à la suite de pluies particulièrement violentes, de nombreuses régions étaient inondées. Selon le rapport, ce délai, ainsi que la dégradation du milieu où se trouvaient les agents de guerre chimique qui auraient été utilisés, en particulier le gaz neurotoxique Tabun, ont rendu difficiles les travaux sous l'angle chimique.

D'après le paragraphe 29, il convient de signaler que des efforts considérables ont été déployés pour soigner les personnes exposées à des agents chimiques, que les soins médicaux qu'elles reçoivent sont tout à fait adéquats, que les médecins traitants ont un niveau de compétence très élevé, qu'on fait preuve de la plus grande compassion à l'égard des victimes qui bénéficient de toute l'attention voulue, et que les prisonniers irakiens atteints font aussi l'objet du plus grand soin et du plus grand respect.

La possibilité que l'inaction de la communauté internationale ait permis à l'Iraq d'améliorer sa tactique est nettement évoquée au paragraphe 42 du rapport, d'après lequel, lors de la mission, on n'a pas trouvé de bombes non explosées. Cela n'est pas surprenant. Un pilote irakien fait prisonnier a déclaré au cours d'un entretien à l'hôpital Shaheed Baghai d'Ahvaz, le 28 février 1986 - que les fusées - détonateurs à temps - utilisées précédemment et décrites dans un précédent rapport de mission avaient été remplacées par des fusées percutantes. Le pilote a également déclaré qu'en raison de modifications tactiques, les bombes chimiques étaient généralement larguées par un avion volant à haute altitude et non plus, comme précédemment, à basse altitude. On lit au paragraphe suivant du rapport que, selon ce pilote irakien, l'utilisation de bombes chimiques devait être spécifiquement autorisée et que les pilotes n'avaient pas la permission, avant d'entreprendre une "mission spéciale", de passer en revue celles qui étaient fixées à leur appareil. Malgré cette restriction, le pilote a pu décrire avec précision la couleur, la forme, le marquage et le poids des bombes chimiques couramment utilisées dans les attaques contre les forces iraniennes et sa description a coïncidé avec celle des bombes examinées lors de la mission effectuée en 1984.

La validité de ce témoignage est soulignée aussitôt après, au paragraphe (44) : la déclaration que le pilote irakien a faite par le



(M. Kamyab, République islamique d'Iran)

truchement d'un interprète, en présence de tous les membres de l'équipe des Nations Unies, ne lui a pas été soufflée et a été obtenue en l'absence de toute contrainte. Cette déposition est si importante qu'on ne saurait la passer sous silence.

D'autres blessés irakiens ont également fourni des témoignages très importants (par. 51 et 52) : le jeudi 27 février 1986, ont été interviewés neuf patients irakiens parmi un groupe d'une quinzaine de personnes traitées au centre médical Labbati-Nejad pour des blessures causées par des armes chimiques dans la région d'Al Faw, environ trois jours auparavant. Cette interview a été effectuée par la mission en présence de deux médecins et d'un interprète. Les informations ont été fournies par les Irakiens de leur propre gré, en l'absence de toute contrainte ou suggestion et librement. Les Irakiens ont donné un récit cohérent des attaques au cours desquelles ils avaient été blessés, soit après avoir été capturés par les forces iraniennes ou s'être rendus à elles, soit lorsqu'ils se trouvaient dans le no man's land entre les forces opposées. La quasi-totalité d'entre eux ont affirmé qu'ils avaient été blessés par des bombes larguées par des avions irakiens. Lorsqu'on leur a demandé comment ils avaient identifié les avions, ils ont déclaré que ceux-ci bombardaient les positions iraniennes et qu'ils étaient soumis à des tirs antiaériens iraniens.

Les spécialistes font ensuite observer qu'ils ont interviewé dans un hôpital d'Ahvaz un pilote irakien dont l'avion avait été abattu par un missile air-air iranien, plusieurs jours auparavant. Le pilote a répondu librement et de son plein gré, en l'absence de toute contrainte, qu'il avait participé à deux "missions spéciales" contre les forces iraniennes, au cours desquelles des bombes chimiques avaient été utilisées.

Le paragraphe 56, intitulé "Résumé et conclusions", présente au sujet de l'enquête en cours les observations succinctes ci-après :

a) L'examen détaillé des patients iraniens a révélé des lésions oculaires allant de la conjonctivite bénigne à la conjonctivite aiguë avec oedème palpébral intense, des lésions cutanées, y compris de grosses phlyctènes remplies de sérosités jaunâtres, des séparations cutanées, une pigmentation brune et des lésions correspondant à peu près à des brûlures du second degré. Dans certains cas, on a observé des lésions de l'appareil respiratoire et une réduction des leucocytes. On a observé les mêmes caractéristiques chez d'autres blessés qui ont été sommairement examinés, ainsi que sur des cadavres. Toutes les lésions observées avaient indubitablement été causées par le gaz moutarde (ypérite).

b) À l'aide d'un instrument spécialement conçu pour détecter les agents de guerre chimique, on a trouvé de faibles concentrations de vapeurs de gaz moutarde dans de nombreux cratères situés en trois lieux des environs d'Abadan. L'analyse, dans des laboratoires européens, d'échantillons de sol contaminé prélevés dans un cratère de bombe (à la suite d'une attaque lancée le jour précédent sur un hôpital de campagne), a révélé la présence de gaz moutarde. En outre, un échantillon de cheveux prélevé sur une victime qui avait été attaquée au moyen d'armes chimiques contenait du gaz moutarde.

(M. Kamyab, République islamique d'Iran)

c) L'examen d'éléments métalliques provenant de bombes d'avion, qui avaient été recueillis dans des cratères de bombe aux environs d'Abadan, a révélé qu'il s'agissait de bombes analogues à celles qu'avait examinées l'équipe de 1984 (au cours de la présente mission, n'ont pas été trouvés ou montrés d'autres types d'armes chimiques, tels que des obus d'artillerie).

d) De nouveaux témoignages significatifs ont été obtenus au cours de l'interview de patients irakiens à Téhéran. Ils ont déclaré que leurs blessures avaient été causées par des bombes chimiques larguées par des avions irakiens au cours de l'attaque de positions iraniennes.

e) De nouveaux témoignages importants ont également été fournis par un pilote irakien fait prisonnier. Il a confirmé que des avions irakiens avaient été utilisés pour attaquer des positions iraniennes à l'aide d'armes chimiques et que, pour sa part, il avait participé à deux de ces "missions spéciales".

Le paragraphe suivant (57) présente les conclusions unanimes de la mission à la suite de son enquête :

a) dans les zones voisines d'Abadan qui ont été inspectées par la mission, des armes chimiques ont été utilisées contre les positions iraniennes par les forces irakiennes;

b) il ressort des examens médicaux et des témoignages des victimes iraniennes et irakiennes évacuées de la région d'Al Faw que des armes chimiques ont également été utilisées dans cette zone d'hostilités par les forces irakiennes;

c) il ressort des témoignages examinés par les spécialistes que les types d'armes utilisés étaient des bombes d'avion;

d) l'agent chimique utilisé était le gaz moutarde (ypérite);

e) ni le temps ni les ressources disponibles n'ont permis de déterminer en quelle quantité le gaz moutarde avait été utilisé. Cependant, après avoir effectivement vu plus de 700 blessés à Téhéran et à Ahvaz, l'équipe a eu l'impression que l'utilisation des armes chimiques avait été plus étendue en 1986 qu'en 1984.

Au paragraphe final (58), la mission a indiqué qu'après avoir procédé à l'examen de divers sites, d'éléments d'armes et de nombreux blessés dans le cadre des enquêtes menées en 1984, 1985 et 1986, conformément aux directives données par le Secrétaire général, et compte tenu des témoignages détaillés qu'elle avait obtenus, elle concluait à l'unanimité que :

a) dans nombre de cas, les forces irakiennes avaient utilisé des armes chimiques contre les forces iraniennes;

b) l'agent utilisé était principalement le gaz moutarde, dans certains cas toutefois, du gaz neurotoxique avait également été employé.

(M. Kamyab, République islamique d'Iran)

Enfin, en transmettant le rapport des spécialistes au Conseil de sécurité, le Secrétaire général a noté avec regret que les spécialistes avaient confirmé l'utilisation d'armes chimiques par les forces irakiennes contre les forces iraniennes.

La République islamique d'Iran exprime ses sincères remerciements au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et à l'équipe de spécialistes qui ont présenté le premier rapport sur cette question en mars 1984 (document S/16433), et qui était composée de quatre éminents experts originaires de l'Australie, de l'Espagne, de la Suède et de la Suisse - M. Iqbal Riza étant chargé de coordonner les travaux - pour le dévouement et le courage dont ils ont fait preuve dans l'exécution des tâches qui leur étaient confiées.

Leurs courageux efforts, qui n'ont cependant dévoilé qu'une faible partie des violations flagrantes commises par le régime irakien, méritent certes la gratitude sincère de la Conférence. Ils ont ainsi contribué à l'établissement d'une voie qui conduira infailliblement au désarmement et à la sécurité.

A mon avis, il serait très utile pour les activités de la Conférence et, en particulier, pour les travaux en cours au Comité spécial des armes chimiques concernant les aspects de la future Convention sur les armes chimiques qui ont trait à la vérification, d'appeler l'attention de mes collègues sur les connaissances et l'expérience inestimables acquises par l'équipe de spécialistes des Nations Unies au cours des trois enquêtes sur les armes chimiques qu'elle a menées à bien en 1984, 1985 et 1986, et de les inviter à envisager d'adresser au Secrétaire général, de la manière appropriée, une demande où ils le prieraient de faire bénéficier la Conférence de l'expérience, des connaissances et des résultats acquis au cours des trois enquêtes effectuées à ce jour par l'équipe de spécialistes.

D'une manière ou d'une autre, nous prenons de l'expérience et peut-être même serons-nous en mesure de conclure dans un proche avenir la Convention sur les armes chimiques, mais, à mon avis, la condition entre toutes dont dépend la réussite véritable de la Conférence du désarmement est l'effort continu et objectif de tous ceux qui sont ici présents pour assurer le respect et maintenir la crédibilité des principes du droit existant, afin que nous puissions développer l'acquis de façon cohérente et solide.

C'est la raison pour laquelle je me dois de réaffirmer, comme je l'ai souligné à d'autres occasions où j'ai pris la parole sur cette même question à la Conférence du désarmement, qu'il est nécessaire que la Conférence prenne les mesures qui s'imposent pour réagir à des violations aussi flagrantes du droit international en vigueur, en particulier à la violation du Protocole de Genève de 1925 qui prohibe l'emploi à la guerre d'armes chimiques. Si nous oeuvrons avec sérieux et si nous avons sincèrement l'intention de progresser vers l'objectif sacré qui est le désarmement, alors nous ne devrions pas manquer de condamner d'entrée, et de la façon la plus nette, l'utilisation par l'Iraq d'armes chimiques. De cette manière, nous pourrions être assurés de progresser vers la paix et le désarmement.

M. BAYART (Mongolie) (traduit du russe) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord, au nom de la délégation mongole, de vous féliciter sincèrement d'avoir assumé les importantes et délicates fonctions de Président de la Conférence du désarmement pour le mois de mars et de vous souhaiter un plein succès dans cette activité.

Ma délégation constate que votre prédécesseur à ce poste, le distingué représentant de l'Australie, l'Ambassadeur R. Butler, a déployé beaucoup d'efforts pour que s'engage à la Conférence un dialogue sérieux sur les questions clefs de son ordre du jour. Nous lui en sommes reconnaissants.

La Conférence a maintenant, semble-t-il, parcouru la moitié du chemin d'ici la clôture de la première partie de sa session de 1986. Il faut cependant reconnaître qu'elle n'a pas réussi jusqu'à présent à réaliser de progrès tangibles sur les points de son ordre du jour les plus prioritaires et les plus mûrs pour une solution. Il s'agit, avant tout, des questions de l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires, de la prévention d'une course aux armements dans l'espace et d'autres encore. Ces problèmes essentiels sont au centre de l'attention de la communauté mondiale.

Le XXVIIe Congrès du PCUS qui s'est récemment achevé à Moscou a de nouveau ravivé l'attention portée à ces questions et à d'autres questions essentielles qui préoccupent l'humanité et il a élaboré les principes fondamentaux d'un système complet de sécurité internationale. Le Congrès a confirmé que l'Union soviétique continuerait de lutter énergiquement pour assurer la paix et la sécurité, arrêter la préparation matérielle à une guerre nucléaire, inverser la course aux armements sur la Terre et empêcher qu'elle ne s'étende à l'espace et, d'une manière générale, pour entrer dans le XXIe siècle en ayant éliminé totalement et partout les armes nucléaires et autres moyens de destruction massive. Les décisions prises à ce Congrès répondent pleinement aux intérêts vitaux de tous les peuples du monde.

La Mongolie, de même qu'une majorité écrasante des autres Etats du monde, est fermement convaincue que, pour entreprendre une mesure pratique visant à réduire la course aux armements nucléaires et à aboutir en fin de compte à l'élimination totale de ces armes en tous lieux, il est indispensable pour commencer de mettre fin à toutes nouvelles explosions nucléaires, quelles qu'elles soient. L'absence d'explosions nucléaires fera disparaître la base même du perfectionnement des armes nucléaires et de la mise au point de nouveaux types et variétés de ces armes. Il y aura en même temps une réduction quantitative des charges nucléaires due à leur obsolescence suivie, à plus long terme, de l'atrophie de l'armement nucléaire. Les Etats nucléaires seront placés objectivement devant la nécessité d'aborder d'une façon réellement pratique le processus du désarmement. La réalité est que la seule réduction des arsenaux nucléaires en l'absence d'une interdiction des essais d'armes nucléaires ne permettra pas d'échapper au dilemme posé par la menace nucléaire, car elle ne permettra pas d'éviter la mise au point d'armes nucléaires de plus en plus sophistiquées.

(M. Bayart, Mongolie)

Voilà pourquoi, dès maintenant, avant même que n'intervienne une interdiction contractuelle des essais nucléaires, il serait tellement indispensable d'adopter des mesures réalistes dans ce sens. Une de ces mesures pourrait être une entente entre l'URSS et les Etats-Unis pour arrêter toutes les explosions nucléaires, étant entendu que les autres Etats nucléaires se joindraient le plus rapidement possible à ce moratoire.

A ce sujet, nous nous félicitons de la décision de l'Union soviétique de prolonger son moratoire unilatéral sur toutes les explosions nucléaires, qui a expiré le 31 décembre dernier, pour que la partie américaine pèse une fois de plus la proposition d'arrêter les explosions nucléaires et y réponde d'une façon positive. Selon nous un tel moratoire, devenu réciproque, pourrait rester en vigueur jusqu'à la conclusion d'un traité d'interdiction des essais nucléaires.

Il n'est guère besoin de souligner le caractère sérieux de la mesure prise par l'URSS. Décider de prolonger un moratoire unilatéral alors que des essais nucléaires se poursuivent intensément aux Etats-Unis n'est pas une chose qui va de soi. En effet, l'écart en matière d'essais augmente de plus en plus au profit des Etats-Unis. A l'heure actuelle déjà, le nombre des explosions nucléaires effectuées par les Etats-Unis est supérieure d'un tiers à leur nombre en URSS et de la moitié si l'on y ajoute les explosions effectuées par le Royaume-Uni et la France, leurs alliés au sein de l'OTAN. On voit que l'écart est considérable. Mais aujourd'hui, les enjeux sont trop importants, la responsabilité est trop grande pour ne pas essayer toutes les possibilités d'influencer par la force de l'exemple la position des autres Etats nucléaires. Il est indispensable d'arrêter les essais nucléaires dès maintenant, après il sera bien plus difficile de le faire.

La pleine compréhension de cette nécessité s'est de nouveau reflétée dans le récent message que les dirigeants des six Etats auteurs de la célèbre Déclaration de Delhi ont adressé au Secrétaire général du Comité central du PCUS, M.S. Gorbatchev, et au Président des Etats-Unis d'Amérique, R. Reagan, pour leur demander instamment de s'abstenir de procéder à tout essai nucléaire au cours de la période allant jusqu'à leur prochaine réunion.

La délégation de la République populaire mongole accueille avec une profonde satisfaction la réponse que le Secrétaire général du Comité central du PCUS, M.S. Gorbatchev, a faite à cette proposition et qui vient de nous être communiquée par l'éminent représentant de l'URSS, l'Ambassadeur V.L. Issraelyan. La déclaration contenue dans cette réponse, selon laquelle l'Union soviétique n'effectuera aucune explosion nucléaire même après le 31 mars et ce jusqu'à la première explosion nucléaire aux Etats-Unis, est imprégnée d'un sentiment de profonde responsabilité à l'égard de la paix et du désarmement et démontre une fois de plus la volonté et le désir sincères de l'Union soviétique de faire tout ce qui dépend d'elle pour mettre fin aux essais nucléaires.

(M. Bayart, Mongolie)

Il n'existe tout simplement aucune raison convaincante pour expliquer que l'URSS et les Etats-Unis ne puissent pas accomplir un geste commun - mettre mutuellement fin aux explosions nucléaires. Nous espérons que le refus du moratoire par les Etats-Unis ne constitue pas le dernier mot de l'Administration américaine sur cette question.

En effet, quels peuvent donc être les obstacles objectifs qui pourraient empêcher les Etats-Unis de se joindre au moratoire ? On mentionne, comme obstacle principal, la prétendue impossibilité de vérifier son respect. Mais c'est là une invention pure et simple. Il est notoire que l'Union soviétique a déclaré que la vérification n'était pas pour elle un problème et que si les Etats-Unis acceptaient de mettre fin sur une base mutuelle à toutes les explosions nucléaires, une vérification appropriée du respect du moratoire pourrait être pleinement assurée par des moyens techniques nationaux ainsi qu'à l'aide de procédures internationales y compris des inspections sur place si nécessaire.

L'Union soviétique et les Etats-Unis disposent de moyens techniques nationaux très perfectionnés, qui permettent aux parties d'avoir une assurance fiable que le moratoire est respecté. Le silence des polygones d'essais serait une garantie supplémentaire de l'efficacité de la vérification. On trouve une telle garantie dans l'absence, depuis près de huit mois déjà, de toute explosion nucléaire en Union soviétique.

En l'absence de toute explosion nucléaire, aucune des parties ne pourrait tenter de violer le moratoire sans risquer d'assumer la lourde charge de la responsabilité politique d'une telle action.

On sait que, pour accroître l'efficacité de la vérification, l'Union soviétique a appuyé l'idée des six Etats relative à la création, sur leurs territoires, de stations spéciales pour l'observation du respect de l'accord sur l'arrêt des essais.

Enfin, l'Union soviétique s'est prononcée en faveur de l'idée qu'en instituant dès maintenant un moratoire mutuel sur les explosions nucléaires, il y aurait également lieu de s'entendre au sujet de certaines mesures de vérification sur place pour dissiper tous doutes éventuels quant au respect d'un tel moratoire.

Nous estimons que cette approche de l'Union soviétique est constructive et permet de résoudre le problème de la vérification. Bien entendu, il s'agit en l'occurrence de la vérification de l'interdiction des essais nucléaires et non de la façon dont les essais sont effectués.

Nous estimons, d'une manière générale, qu'en abordant tout problème, quelque complexe qu'il soit, il est indispensable avant tout de croire à la possibilité de surmonter les difficultés et de trouver une solution positive, et non d'adopter une position de doute, de méfiance et de suspicion.

(M. Bayart, Mongolie)

On ne résoudra pas le problème d'une interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires sans conjuguer les efforts de toutes les puissances nucléaires. C'est pourquoi nous lançons l'appel en faveur d'un moratoire non seulement aux Etats-Unis mais aussi aux autres puissances nucléaires. Bien entendu, en premier lieu, nous attendons une telle mesure de la part des Etats-Unis. Dans ce cas, il y aurait bien plus de chances pour que les autres puissances nucléaires, elles aussi, jugent possible de renoncer aux essais d'armes nucléaires sans craindre que les Etats-Unis et l'URSS progressent encore davantage pour accroître et perfectionner leurs arsenaux nucléaires.

Bien entendu, ce qui est possible pour assurer le respect rigoureux d'un moratoire sur les explosions nucléaires serait aussi applicable à un accord sur l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires. Un tel accord est possible. Tout ce qu'il faut pour cela, c'est faire preuve de sagesse politique, d'avoir conscience de sa responsabilité devant les générations présentes et à venir.

Un autre problème parmi les plus importants et dont la solution ne souffre aucun délai est celui de la prévention d'une course aux armements dans l'espace. La menace d'une telle course existe bien, elle est réelle et elle est liée à l'aspiration des Etats-Unis de créer des armes spatiales de frappe qui constitueraient un énorme bouclier antimissiles.

De nombreuses délégations à la Conférence ont constaté le caractère dangereux et déstabilisateur de l'"Initiative de défense stratégique" américaine. Il faut le répéter encore et encore. Nombre d'hommes politiques, de savants, de spécialistes militaires soulignent que la création d'armements spatiaux de frappe constituerait un obstacle insurmontable à la réalisation d'accords sur la limitation et la réduction des armements nucléaires. Cela résulte de toute évidence des rapports qui existent entre armements stratégiques offensifs et défensifs. Il ne saurait y avoir de règles dans une course aux armements spatiale. Chaque mesure, chaque étape d'une telle course sera inévitablement suivie de contre-mesures de la part de l'autre partie, et les arsenaux d'armements tant offensifs que défensifs ne manqueront pas de s'accroître.

L'introduction dans la structure des forces stratégiques de l'une ou des deux parties d'encre un autre composant qualitativement nouveau comme le serait une défense antimissiles à grande échelle comportant des éléments basés dans l'espace, perturberait tout le système d'évaluation de l'équilibre stratégique et créerait des complications supplémentaires dans le calcul du rapport des forces des partenaires aux négociations. En outre, et c'est le plus probable, l'évolution dans ce domaine chez les deux principales puissances nucléaires prendrait des voies différentes, comme c'est déjà arrivé dans le cas des armements stratégiques offensifs, ce qui accentuerait encore l'asymétrie des forces stratégiques des parties et rendrait leur comparaison encore plus difficile. Cette asymétrie pourrait être encore plus importante si l'on tient compte des moyens potentiels d'opposition aux segments spatiaux d'un système antimissiles, ainsi que des moyens qui, à leur tour, pourraient

(M. Bayart, Mongolie)

être créés pour s'opposer aux premiers. Nous revenons ainsi à la spirale bien connue : armement - contre-armement - contre-contre-armement, et ainsi de suite indéfiniment.

Les partisans de l'Initiative de défense stratégique affirment qu'il ne s'agit que d'un "programme de recherche". Cependant, l'ampleur des activités, les programmes et les faits concrets disent tout le contraire. Par exemple, on a annoncé qu'aux Etats-Unis, sur le polygone d'essais de White Sands, un puissant rayon laser a détruit un étage d'une fusée "Titan" se trouvant à une distance d'un kilomètre. Sur le polygone d'essais du Nevada, des explosions nucléaires souterraines sont en cours pour mettre au point un laser à rayons X à pompage nucléaire. Au Laboratoire Maxwell, en Californie, on a montré à des journalistes un canon électromagnétique en action.

Il y a une propagande intense pour présenter l'Initiative de défense stratégique comme un programme foncièrement "pacifique", "défensif", appelé soi-disant à "affranchir l'humanité des armes nucléaires". On le fait pour que l'IDS soit moins critiquée sur l'arène internationale, pour justifier les nombreux milliards qu'elle coûtera, pour tourner l'interdiction des armements spatiaux de frappe.

Les caractéristiques techniques des armements spatiaux de frappe mis au point dans le cadre du programme de l'Initiative de défense stratégique montrent qu'ils sont capables de frapper non pas uniquement des missiles balistiques intercontinentaux et leurs ogives dans l'espace. Grâce à la forte concentration d'énergie dans le rayonnement, ou à la vitesse élevée des éléments de frappe en vol, et grâce aussi à leur grand rayon d'action, ces armes sont capables de détruire à l'improviste des objectifs militaires ou civils pratiquement dans tous les milieux, dans l'espace, dans l'atmosphère, sur terre et sur mer.

Même si lors de leur mise au point et de leur déploiement initial les armes spatiales de frappe n'auraient d'autre mission que de détruire des missiles balistiques et des ogives, plus tard, au cours de leur modernisation et de leur perfectionnement, elles acquerront inévitablement la capacité de frapper d'autres objectifs également. Telle est la logique du développement des armements.

Ainsi donc, il ne s'agit pas d'une arme de défense mais d'une arme d'agression, de la création d'un potentiel de première frappe. Les armes spatiales ne se bornent pas à renforcer le potentiel stratégique offensif, mais deviennent elles-mêmes l'un de ses éléments constitutifs les plus importants.

Il y a encore un autre facteur dont on est bien obligé de tenir compte. Outre des armes spatiales de frappe, on développe aussi intensément, aux Etats-Unis, des moyens pour mettre en échec la défense antimissiles. Il est question de créer des missiles de croisière à vol rapide, de mettre au point des missiles balistiques se déplaçant à faible altitude, qui seraient ainsi à l'abri des armes à rayonnement basées dans l'espace, de perfectionner, pour



(M. Bayart, Mongolie)

des missiles balistiques, des ogives leurres et des ogives manoeuvrables, de rechercher des moyens de réduire la longueur du tronçon de propulsion de la trajectoire des missiles, etc.

La question qui se pose est la suivante : pourquoi faut-il créer des moyens de mettre en échec une défense antimissiles si l'Initiative de défense stratégique doit entraîner la disparition des armes nucléaires ? Il est clair que cela se fait non en vue de la défense mais pour une agression nucléaire. L'on doit certainement comprendre, aux Etats-Unis, que pour répondre à l'Initiative de défense stratégique l'Union soviétique adoptera, elle aussi, des mesures appropriées qui pourront également aller dans le sens des armements défensifs, y compris ceux basés dans l'espace. La conclusion qui s'impose est que, là-bas, on prépare à l'avance des moyens de première frappe nucléaire capables de mettre en échec la défense antimissiles qui leur sera opposée.

Tout cela ne peut manquer de provoquer une vive inquiétude. On en trouve l'expression dans les propositions des délégations appartenant à tous les groupes de la Conférence qui visent à mettre fin à la menace qui pourrait venir de l'espace.

De nombreuses délégations se sont prononcées en faveur de la création d'un régime de protection des satellites qui jouent dans notre vie un rôle sans cesse croissant, y compris en matière de maintien de la stabilité stratégique. L'URSS a soumis une proposition sur l'élaboration, par la Conférence, d'un accord international visant à assurer l'immunité des objets spatiaux artificiels et à interdire les systèmes antisatellites. On se souviendra que cette proposition fait partie de la déclaration faite devant notre Conférence par le Premier Vice-Ministre des affaires étrangères de l'URSS, G.M. Kornienko, et qu'elle a été complétée par des explications contenues dans l'intervention de l'Ambassadeur Issraelyan à la précédente séance plénière. Bien entendu, ce n'est pas là une solution complète du problème. Cependant, ce serait un pas important vers la préservation d'un espace pacifique exempt d'armes. Nous avons entendu récemment, dans l'intervention du représentant de la République fédérale d'Allemagne Wegener, des propositions détaillées relatives à la création d'un tel régime. Il nous semble que la Conférence peut résoudre ce problème, ce qui constituerait une contribution concrète et considérable de sa part au renforcement de la sécurité.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Mongolie pour sa déclaration et pour les aimables paroles adressées à la présidence.

Ceci nous amène à la fin de la liste des orateurs inscrits pour aujourd'hui. D'autres délégations désirent-elles prendre la parole ?

Si tel n'est pas le cas, je voudrais vous rappeler qu'il y aura aujourd'hui une réunion de consultation avec les coordonnateurs du point 1, intitulé "Interdiction des essais nucléaires", réunion qui se tiendra à la salle de conférences du secrétariat, au 6ème étage, à 15 h 30, et qui sera, bien entendu, ouverte à toute délégation qui s'intéresse à la question.

(Le Président)

D'autre part, je rappelle qu'il y aura demain après-midi, à 15 h 30, la réunion de consultation habituelle avec les coordonnateurs de groupes.

La prochaine séance plénière de la Conférence aura lieu le jeudi 20 mars 1986 à 10 h 30.

La séance est levée à 12 h 40.